

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°204
24 octobre 2012

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Le texte adopté par la direction de la FSU au CDFN des 16 et 17 Octobre soutenu par les courants UA EE URIS (ex PRSI) confirme une orientation de coopération complète avec le gouvernement en particulier sur la loi d'orientation à venir.

Les représentants Front Unique ont combattu :
Aucun soutien au gouvernement Hollande Ayrault Duflot Pinel aux ordres du MEDEF
Pour que la FSU cesse de participer à l'écriture de la loi d'orientation

POUR RENFORCER CE COMBAT A PARTIR DU 12 NOVEMBRE,
VOTEZ, FAITES VOTER FRONT UNIQUE !

Au moment où nous écrivons ces lignes, le budget 2013, budget d'austérité historique (blocage total des salaires, des milliers de suppressions de poste aux Finances, à l'environnement, la culture, l'équipement etc. coupes sombres dans les budgets des opérateurs de l'Etat) est discuté au parlement sans que l'ombre d'une mobilisation soit organisée pour exiger de la majorité de députés PS PCF PG qu'elle ne l'adopte pas. L'éventualité d'une mobilisation contre ce budget n'est, du reste, pas même évoquée par le texte du CDFN de la FSU présenté par la direction UA/EE, texte auquel s'était officiellement ralliés les représentants URIS.

Quant à la loi d'orientation, voici ce qu'en dit le même texte : « La FSU s'est pleinement impliquée dans la concertation pour la « refondation de l'Ecole » en mettant sur la table ses propositions. Les débats ont été intéressants même si des questions importantes n'ont pas toujours pu être approfondies. La FSU regrette que les personnels n'aient pas été mieux associés à cette concertation. L'heure est maintenant aux négociations. La loi d'orientation et de programmation devra opérer une réelle rupture avec la loi de 2005 et la politique scolaire du précédent gouvernement et donc revenir sur les réformes mises en œuvre (contenu de la scolarité obligatoire, lycées et lycées professionnels, formation des enseignants, etc.). Les mesures engagées dans la loi devront être inscrites dans la durée et être garanties quelle que soit la situation de notre pays. ». Passons sur l'assez incroyable hypocrisie sur le fait que « la loi d'orientation devra opérer une réelle rupture avec la loi de 2005 » lorsqu'on sait que le « rapport sur la concertation » préparant la loi fait état d'un accord unanime... pour maintenir l'arsenal de contre-réformes adoptées contre l'école sous les quinquennats Chirac Sarkozy. Retenons que la direction de la FSU se prononce pour que cette loi d'orientation qui s'annonce comme entièrement réactionnaire (voir intervention Front Unique reproduite plus loin) soit « inscrite dans la durée... quelle que soit la situation de notre pays... »¹

Pas sûr pourtant que les enseignants s'avalent sans broncher l'augmentation du temps de travail, l'annualisation des services, la régionalisation de l'orientation et de la formation professionnelle – avec les conséquences pour le statut – la liquidation du bac comme diplôme national et anonyme etc., toutes mesures susceptibles de figurer dans le projet de loi d'orientation, après avoir figuré dans le rapport sur la concertation. Quoi qu'en dise et veuille la direction de la FSU, cela risque bien de dépendre... justement « de la situation dans le pays ». Les enseignants italiens qui, passant par-dessus les consignes des dirigeants syndicaux, viennent d'imposer au gouvernement Monti un recul sur le projet d'augmentation de 6 heures de leur temps de travail hebdomadaire viennent d'en administrer la preuve.

¹ Remarquons que cette orientation de soutien au gouvernement s'accompagne de propositions de modifications de fonctionnement interne. S'il n'est pas sûr que le combat d'URIS qui plaide ouvertement pour la liquidation du droit de tendance aboutisse immédiatement, il faut noter la proposition de la direction du SNES de modifier les statuts : il ne faudrait plus que 50% des voix dans les instances nationales pour permettre à la FSU de signer un accord avec le gouvernement (au lieu de 70% aujourd'hui). Mais par contre il faudrait toujours 70% des voix pour décider par exemple d'une manifestation à l'Ambassade d'Afrique du Sud en soutien aux mineurs de ce pays !

Préparer les affrontements inévitables, telle est la véritable fonction des interventions des représentants Front Unique dont vous pouvez prendre connaissance ci-dessous².

Voilà pourquoi aussi nous vous invitons à voter, faire voter Front Unique pour le renouvellement du CDFN de la FSU du 12 au 28 Novembre, ainsi que pour les listes départementales FU là où il y en a

Intervention dans le débat général

Au début du mois, en réponse à une simple pétition virtuelle bien vite soutenue par le MEDEF et les organisations patronales, le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel annonçait précipitamment qu'il allait revoir à la baisse son projet de taxation sur les cessions d'entreprises. Les patrons obtenaient satisfaction de ce gouvernement sur une nouvelle exigence, sans même avoir à quitter leurs fauteuils.

À l'opposé, les travailleurs de Sanofi qui, eux, ont organisé la montée à Paris, jusqu'à l'Assemblée Nationale, aux avant-postes des dizaines de milliers de travailleurs confrontés aux plans de licenciements, se sont heurtés aux arguties, aux manœuvres indignes, bref à une fin de non-recevoir de la part d'Arnaud Montebourg – le nouveau VRP de Renault.

Entre les deux, il y a eu la ratification conjointe du traité européen TSCG par une écrasante majorité de députés PS et UMP, ainsi que par un des membres du groupe parlementaire du PCF.

Il n'y a pas d'expressions plus évidentes de cette situation : le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel se situe en opposition frontale avec les aspirations exprimées par les travailleurs et la jeunesse lors des dernières élections. Ce gouvernement œuvre à satisfaire les moindres exigences des capitalistes en crise. Et, pour ce faire, il prépare aujourd'hui une offensive contre les travailleurs dont la violence est à la mesure de la crise du capitalisme, qui ne cesse de se développer.

Mais ce qui donne au gouvernement la confiance nécessaire à cette offensive, c'est la collaboration totale, jusqu'à maintenant, des directions syndicales.

Ainsi, après les grands battages autour du TSCG... l'examen du projet de budget 2013, qui commence aujourd'hui, s'inscrit dans un horizon social sans nuages : aucune remise en cause par les dirigeants syndicaux, ceux de la FSU comme les autres. C'est pourtant ce budget qui va fournir le cadre de toutes les contre-réformes en cours.

D'un côté : les cadeaux octroyés par Sarkozy au patronat sont maintenus, notamment la suppression de la taxe professionnelle. Les exonérations de « charges » sont non seulement maintenues, mais accrues à travers la mise en place des « contrats de générations ». Les licencieurs n'ont pas non plus à s'inquiéter pour leurs subventions... et le paiement de la « dette », premier poste budgétaire, constitue une gigantesque offrande au capital financier.

De l'autre côté : gel du barème de l'impôt sur le revenu, nouvelles taxes sur le dos des travailleurs, gel des traitements pour les fonctionnaires, suppressions de postes sans précédent dans les ministères dits « non prioritaires », développement de la précarité avec 100 000 « emplois d'avenir »...

Ce budget annonce également une vaste offensive contre la Sécurité Sociale : plus de 2 milliards de coupes dans les dépenses, c'est-à-dire de nouveaux remboursements et des fermetures de lits d'hôpitaux.

Ce que le gouvernement prépare, et les dirigeants syndicaux le savent, c'est un vaste hold-up, une bombe lancée contre la Sécurité Sociale fondée sur le salaire différé : les suppressions massives de cotisations, donc une baisse des salaires, via des « transferts » sous forme de nouveaux prélèvements sur le dos des travailleurs.

Mais la direction fédérale compte les « points positifs » du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale... et participe au Haut Conseil de Financement de la Protection Sociale qui prépare cette offensive.

C'est encore ce budget qui constitue le point de départ de la « loi d'orientation » sur l'éducation dont la rédaction commence cette semaine, à travers d'ultimes « consultations » avec les dirigeants syndicaux. Et c'est peu de dire que les dirigeants de la FSU, qui sont décisifs dans ce domaine, ont porté ce projet de loi sur les fonds baptismaux – reprenant sans y mettre de guillemets la terminologie du ministère en reprenant à son compte la « refondation ».

En guise de « refondation », c'est une démolition en règle que prépare ce gouvernement. Peillon l'a dit : cette loi sera aussi une « loi de programmation ». Elle comportera une annexe qui donnera les coudées franches à son ministère pour répartir les moyens sans s'embarrasser des cadres statutaires, et sans avoir besoin d'en passer par la procédure législative. Il s'inscrit ainsi dans le droit fil de la LOLF.

Les mesures annoncées par Hollande et Peillon, de même que le rapport issu de la « concertation » qui leur sert de référence, reprennent et approfondissent toutes les contre-réformes que Sarkozy-Fillon ont mises en œuvre au cours des cinq dernières années. Mais elles vont encore plus loin, vers la réalisation de ce que Sarkozy et son gouvernement n'ont

² On lira aussi l'intervention de nos camarades pour le soutien aux mineurs d'Afrique du Sud contre la répression où nos camarades ont repris la prise de position de la FSU Région Auvergne ... que le secrétaire régional pourtant mandaté avait, lui, renoncé à défendre !

pu accomplir : vers l'annualisation du temps de travail, la casse des statuts, la liquidation pure et simple de certains corps comme les CO-Psy ou les infirmières scolaires, et même la baisse des salaires. Les élus Front Unique y reviendront au cours de ce CDFN.

Bernadette Groison elle-même vient de le dire il y a quelques instants : c'est un « déluge de concertations » qui s'abat aujourd'hui sur les dirigeants de la FSU. Cette « concertation » est indispensable au gouvernement. Pour les travailleurs, à l'opposé, il est indispensable que la collaboration des dirigeants syndicaux avec ce gouvernement soit rompue.

Il y a urgence à ce que les dirigeants syndicaux réalisent le front unique contre la politique de ce gouvernement, sur le terrain de la défense des travailleurs et de leurs acquis. Dans ce sens, il serait encore possible que les dirigeants de la FSU décident aujourd'hui d'appeler à la montée nationale à Paris, à l'Assemblée, contre le projet de budget 2013 – et qu'ils proposent aux dirigeants des confédérations ouvrières de se joindre à eux.

Il est indispensable et nécessaire que les dirigeants de la FSU dénoncent l'offensive qui se prépare contre la Sécurité Sociale. Le premier pas dans ce sens serait de cesser d'en discuter avec le gouvernement et de quitter le Haut Conseil de Financement de la Protection Sociale.

Il est urgent, si c'est encore possible, que les dirigeants de la FSU cessent d'aider Peillon à écrire son projet de loi, et refusent de le rencontrer cette semaine. Leur responsabilité est d'appeler sans attendre au retrait de ce projet, dont les axes annoncés par Peillon sont inadmissibles.

C'est dans ce sens qu'interviendront les élus du courant Front Unique

Intervention de Denis Duteuil sur la question du budget et de la défense de la Sécurité Sociale

Il y a quelque chose de frappant dans les débats de ce CDFN : d'un côté, certains crient presque victoire sur nos revendications, nous assurant que les personnels ont été entendus par le gouvernement. Alors que dans le même temps, Peillon nous annonce que les enseignants du primaire vont travailler plus pour gagner moins ! Ça doit être ça la fameuse « priorité au primaire ».

De l'autre, on n'a cessé d'essayer de nous faire rire en détournant le slogan présidentiel : "Le changement, c'est pas pour maintenant".

Mais de qui se moque-t-on ?

Est-ce que c'est le rôle des directions syndicales de véhiculer des illusions que les travailleurs n'ont plus ou n'ont même jamais eues pour certains, vis-à-vis de ce gouvernement ?

La réalité, c'est que nous sommes face à un gouvernement de combat contre les conquêtes sociales ! Mais un gouvernement qui a besoin du "dialogue social" pour porter les coups les plus durs aux travailleurs. Et on ne pourra plus nier ce fait fondamental que le gouvernement avance sur la base des concertations ; Bernadette Groison nous a même avoué que la FSU était submergée par l'agenda social.

Dans le brouillard propagé par nos propres directions, il y a eu l'opération TSCG, cet arbre qui cachait la forêt du budget, car c'est le budget qui est la pierre angulaire pour nous faire payer toujours plus la crise du système capitaliste. Or, ceux qui se sont prononcés à juste titre, contre le TSCG, ont pourtant refusé de mener la bataille contre le "budget de combat" annoncé par Ayrault. Ce combat, c'est celui mené contre les acquis et les conditions d'existence des travailleurs, et notamment des fonctionnaires :

suppression de postes et réduction des budgets, maintien du gel du barème des impôts, gel du point d'indice et remise en cause des progressions de carrière, accentuation de la précarité avec les 100 000 « emplois d'avenir », etc. Ce budget comprend également de nouvelles coupes dans la sécurité sociale : le projet de financement de la sécurité sociale prévoit en particulier 2,4 milliards d'économie pour l'assurance maladie qui vont se traduire par des nouveaux remboursements de médicaments, des fermetures de lits d'hôpitaux...

Tout à sa volonté de servir les intérêts du patronat pour faire baisser le "coût du travail", le gouvernement s'apprête à faire porter aux travailleurs, aux retraités, aux chômeurs, le poids des diminutions massives de cotisations patronales, au nom du "choc de compétitivité".

Voilà ce qu'il prépare contre la Sécu ! C'est ça la réalité !

Comment expliquer aux collègues que malgré cela, des concertations se déroulent dans les ministères ? Et que malgré les annonces fracassantes, elles se poursuivent encore ? Ah, mais j'oubliais : le gouvernement nous a entendus !!!! Non, le gouvernement n'entendra pas les personnels ! Il est au service du patronat français embourbé dans sa propre crise. Et que pour porter un coup supplémentaire à la Sécu, il a réactivé le Haut conseil sur le financement de la protection sociale, créé par Sarkozy (encore un exemple de continuité), afin d'associer les directions syndicales à l'élaboration de cette attaque.

C'est pourquoi la responsabilité de la FSU est de refuser d'y siéger et d'appeler les autres syndicats à faire de même. C'est aussi d'en appeler d'urgence aux autres syndicats (CGT/FO), car il est encore temps, pour organiser une manifestation centrale à l'Assemblée en direction des députés PS, PCF, PG sur les mots d'ordre suivants : ne votez

Motion

La responsabilité de la FSU est d'œuvrer à la réalisation de l'unité des organisations syndicales pour affronter la politique du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel

En 5 mois, le gouvernement a montré toute sa détermination à satisfaire les exigences du MEDEF et à faire porter le poids de la crise du capitalisme sur l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse, dans la continuité du gouvernement Sarkozy-Fillon, gouvernement massivement rejeté lors des dernières élections.

Toutes les contre-réformes de ce dernier ont été maintenues. Pire, elles sont sur le point d'être prolongées et amplifiées par le nouveau gouvernement dont l'arme principale est le "budget de combat" tel que le nomme Ayrault : suppression de postes et réduction des budgets à une échelle inégalée dans les ministères et les secteurs dits non prioritaires, maintien du gel du barème des impôts, gel du point d'indice pour les fonctionnaires et remise en cause des progressions de carrière, nouveau coup d'accélération donné à la précarité via le financement de 100 000 « emplois d'avenir » et la CDIisation en lieu et place de postes statutaires dans la fonction publique...

Ce budget comprend également de nouvelles coupes dans la sécurité sociale : le projet de financement de la sécurité sociale prévoit en particulier 2,4 milliards d'économie pour l'assurance maladie qui va se traduire par des nouveaux déremboursements de médicaments, des fermetures de lits d'hôpitaux...

Tout à sa volonté de servir les intérêts du patronat pour faire baisser le "coût du travail", le gouvernement s'apprête à faire porter aux travailleurs, aux retraités, aux chômeurs, le poids des diminutions massives de cotisations patronales, au nom du "choc de compétitivité".

Dans ces conditions, le CDFN constate qu'au moment où s'ouvre la discussion parlementaire sur le budget, il est encore temps pour la FSU d'en appeler d'urgence aux autres organisations syndicales (CGT, FO) pour l'organisation d'une manifestation centrale à l'Assemblée en direction des députés PS, PCF, PG sur les mots d'ordre suivants : ne votez pas le budget 2013 ! A bas la loi de financement de la sécurité sociale !

Le CDFN constate que pour parvenir à ses fins, le gouvernement entend associer les syndicats par le biais de leur participation au Haut conseil sur le financement de la protection sociale, créé par Sarkozy. En conséquence, le CDFN se prononce pour que la FSU ne participe pas au Haut conseil et invite la CGT et FO à faire de même.

5 pour, 80 contre (dont URIS/PRSI), 1 abstentions, 21 nppv

Intervention d'Y. Ankaoua (rapport « refondation » et loi d'orientation)

Dans ce rapport sur la « refondation », en une phrase, tout est dit :

« Riche dialogue, esprit ouvert et toujours constructif, pas de clivage insurmontable mais au contraire un diagnostic partagé et des perspectives communes » et le projet de budget de l'Education nationale, qualifié de « prioritaire », met les choses au point :

Avec une hausse de 0,6% (hors pensions), on est bien loin des 2% d'inflation
Et surtout, l'escroquerie des 43 000 recrutements est maintenant démasquée. Hors du remplacement des départs à la retraite, tous les recrutements sont ceux d'étudiants sous contrat de droit public avec un tiers de service d'enseignement. Cela représente 8 300 équivalents temps plein très en retrait des 13 000 suppressions de postes de la rentrée dernière.

Tout le rapport entérine les contre-réformes antérieures :

Un exemple :

« La réforme de la voie professionnelle n'est pas remise en cause dans ses fondements » (il s'agit du bac pro en 3 ans qui a permis tant de suppressions de postes).

Mais le rapport veut aller plus loin :

« Développer au sein des lycées professionnels les formations en apprentissage »

Il préconise aussi dans le cadre de l'accord Etat/Régions le transfert de la formation professionnelle et de l'orientation aux régions (avec celui des Co-Psy)

Le « socle » est omniprésent :

« Le socle commun doit être le principe organisateur de l'enseignement obligatoire »

Et au nom de la liaison école primaire/collège, le rapport préconise la baisse de la polyvalence des professeurs d'école et l'augmentation de celle des certifiés dans la voie de la remise en cause de leur statut respectif.

Sur la question des rythmes, écartons d'abord l'intérêt des élèves dans les mesures avancées. On peut constater que l'aide personnalisée qui allonge la journée scolaire pour les élèves en difficulté est plus que jamais en vigueur.

Les modifications envisagées provoqueraient l'aggravation des conditions de travail pour les enseignants du primaire avec la suppression de la coupure du mercredi.

Il s'agit surtout d'en finir avec la définition horaire hebdomadaire de service vers une annualisation et une globalisation. Mais aussi avec l'ajout d'un temps de service obligatoire hors enseignement qui permettrait la suppression de la formation continue pendant le temps de travail.

D'ailleurs, il est écrit sans fard : « Créer les conditions matérielles adéquates permettant aux enseignants de passer davantage de temps dans les établissements »

Il est aussi dit qu'il y aurait une priorité pour le primaire, mais avec quels moyens ?

Deux pistes d'économies sont présentées :

« Le Lycée est mieux doté en France que dans la plupart des pays comparables. Cette situation a été préjudiciable aux débuts de la scolarité ». On sent que cette situation est insupportable pour les auteurs du rapport aussi proposent-ils : « Aller vers un allègement et une globalisation partielle et encadrée des horaires d'enseignement du Lycée... » Peillon a signalé, au conseil supérieur de l'Education le 11 octobre, son intention de reprendre le dossier de l'évaluation des enseignants dès cette année. Le rapport préconise « l'individualisation de la gestion et du suivi des personnels ». Ce sont en fait les barèmes et les avancements statutaires qui sont dans le viseur.

Quant à la « priorité » pour le primaire, parlons-en :

Diminution des crédits pédagogiques pour les écoles de 9%

Aucune baisse des effectifs n'est prévue

Pas un mot sur l'avenir des Rased

Interdiction de fait des redoublements qualifiés de « coûteux »

Et enfin, en conclusion, doter les directeurs d'un statut pour en faire des chefs d'établissement

Quant à la formule « plus de maîtres que de classes », nos collègues de Seine St-Denis aimeraient qu'il y ait déjà autant de maîtres que de classes, ils ont fait grève pour cela la semaine dernière. Mais surtout la dernière fois qu'un ministre a mis en avant cette formule, c'était pour faire passer l'aide personnalisée et organiser la liquidation des Rased.

Pour défendre réellement les personnels, la direction de la FSU doit commencer par dénoncer le rapport sur la « refondation », refuser de cautionner la loi d'orientation.

Pour la satisfaction des revendications, il serait tout juste encore temps d'organiser la manifestation centrale contre le budget 2013.

Motion « refondation de l'école » et loi d'orientation

Le CDFN de la FSU réuni le 17 octobre 2012 constate que le rapport sur la « refondation de l'école » se prononce pour le maintien de l'essentiel des contre-réformes des quinquennats Chirac et Sarkozy (socle, réforme des LP, réforme du lycée...) et qu'il préconise de nouvelles attaques contre le caractère national de l'Enseignement public et les statuts des personnels.

Les déclarations de Peillon montrent sa volonté d'appliquer les préconisations de ce rapport même s'il écarte, pour l'instant, les plus provocatrices (diminution des congés d'été, polyvalence des professeurs de collège ou statut des directeurs d'école). Ainsi il maintient la régionalisation de l'orientation et de la formation professionnelle, le socle commun, les menaces sur le baccalauréat, les réformes du Lycée et des LP.

De plus, le gouvernement, avec son projet de budget de l'Education nationale, prélude à sa loi d'orientation, indique clairement sa volonté de multiplier le nombre d'étudiants contractuels auxquels serait confié un service d'enseignement en pleine responsabilité.

Pour défendre les personnels, leurs conditions de travail et leurs revendications, la responsabilité de la FSU est de condamner le « rapport sur la refondation », de refuser la co-élaboration de la loi d'orientation et d'exiger l'abrogation des contre-réformes de la dernière décennie et le rétablissement de l'intégralité des postes supprimés ces dernières années.

9 pour, 72 contre, 5 abstentions, 19 nppv

Intervention d'Yvon BREDA. Présentation de la motion « Afrique du Sud »

En ce moment même, ce sont des dizaines et des dizaines de milliers de mineurs qui sont engagés dans un mouvement de grève qui tend vers la grève générale et se répercute dans d'autres secteurs de la classe ouvrière, par exemple dans les transports. Ce mouvement est parti du village de Marikana, où le gouvernement sud-africain vertébré par l'ANC a fait tirer ses policiers sur les mineurs grévistes, à la fin du mois d'août : ce massacre a été organisé pour empêcher que l'étincelle partie de Marikana ne provoque un incendie.

Cet incendie s'est propagé malgré tout. Et s'il en est ainsi, c'est que les mineurs de toute l'Afrique du Sud font face aux mêmes conditions de vie et de travail indignes : 6 jours sur 7 dans les entrailles de la terre ; 3 travailleurs sur 4 sous contrat précaire ; les maladies professionnelles comme la platinose, qui ne sont pas reconnues, donc pas indemnisées, mais déciment quand même les mineurs bien avant l'âge ; et la nuit, en guise de domicile, c'est au mieux un dortoir collectif, sinon les bidonvilles.

Tout cela, pour un salaire moyen de 400 à 500 euros mensuels... tandis que les compagnies minières pour la plupart issues de Grande-Bretagne, comme la Lonmin, s'enrichissent grâce au pillage du sol sud-africain par des travailleurs sud-africains, près de vingt ans après la prétendue « fin de l'apartheid » !

On comprend pourquoi, dans la presse patronale française, ces grèves ont été qualifiées de « sauvages ». Mais pour le mouvement ouvrier, il n'y a pas de « grèves sauvages », pas de « sauvages » chez les grévistes : il y a des sauvages qui répriment les grèves !

Et quelle répression !

C'est d'abord celle qu'organise la police sud-africaine, celle qui a tiré sur les mineurs de Marikana et qui organise chaque jour des agressions contre les mineurs grévistes ;

C'est aussi celle que dirige le gouvernement Zuma, vertébré par l'ANC, qui a tenté de réactiver des lois « anti-émeutes » datant du temps de l'apartheid pour accuser les mineurs survivants du massacre de Marikana... du meurtre de leurs propres camarades ! Ce gouvernement n'a été contraint de reculer qu'en raison de l'essor du mouvement de grèves ;

C'est encore celle qu'organisent les grands trusts miniers, qui menacent de licencier les mineurs par milliers pour fait de grève ;

Et Zuma a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'excluait pas de faire donner l'armée contre les travailleurs si le mouvement de grèves ne prenait pas fin.

Hier encore, la police donnait la charge contre les mineurs d'une mine de chrome, raflant des dizaines de travailleurs pour « délit » de résistance.

Face à ces sauvages-là, loin de l'imagerie néocoloniale véhiculée par la presse, le mouvement des mineurs sud-africains est exemplaire : les travailleurs contrôlent ce mouvement de bout en bout, à travers leurs assemblées ; ils ont constitué des comités de grève élus. Ce mouvement est ce que devrait espérer tout militant syndical, tout militant ouvrier digne de ce nom. Les travailleurs sud-africains sont aujourd'hui à l'avant-garde de tous les travailleurs confrontés aux conséquences de la crise du capitalisme.

Le mouvement ouvrier ne peut pas être neutre dans cet affrontement. C'est toute la tradition du mouvement ouvrier que de s'organiser et de combattre en soutien aux opprimés et aux travailleurs en lutte partout dans le monde – à l'image des manifestations contre le régime de Franco dans les années 1970. Le combat contre l'apartheid a été soutenu pratiquement, jusque sur les docks de France, par des actions de boycott, des manifestations, des meetings.

Motion Afrique du Sud

Il y a un mois, le gouvernement sud africain faisait tirer sur les mineurs employés de la compagnie Lonmin en grève pour leurs revendications et tuait 32 mineurs.

Malgré la répression, la grève s'est étendue aux mines d'or puis à l'ensemble des mineurs de platine.

Aujourd'hui les mineurs sont confrontés non seulement à la brutale répression du gouvernement et de sa police, mais à l'annonce par les patrons du platine de 12 000 licenciements de mineurs pour fait de grève. Conformément à la tradition du mouvement ouvrier, le CDFN de la FSU prend position :

Défense des revendications des mineurs sud africains

A bas la répression !

La solidarité avec les mineurs sud africains ne peut en rester aux déclarations de principes. Le CDFN de la FSU doit s'adresser à toutes les organisations syndicales, aux partis se réclamant des libertés démocratiques pour organiser ensemble une manifestation à l'Ambassade d'Afrique du Sud sur ces objectifs.

10 pour, 58 contre, 3 abstentions (dont Secrétaire Auvergne), 38 nppv